

Le pouvoir opte pour l'Etat de terreur, avec l'onction des militaires à l'instinct grégaire

Le « plus jamais ça sur la Terre de nos Aïeux ! » décrété par Faure Gnassingbé pour tourner définitivement la page des violences et barbaries humaines survenues au Togo en 2005 est en passe de devenir sa plus fausse profession de foi. Chaque jour qui passe, rapproche ses concitoyens d'un duplicata de ce chaos. A preuve, pour toute réponse aux cris d'insatisfaction de ses concitoyens, le Chef de l'Etat recourt systématiquement à l'usage de la force brute qu'exerce la soldatesque, en parfaite intelligence avec les milices. Pis, il vient d'obtenir l'onction des sécuocrates, vrai pôle de décision en matière de sécurité et de défense au Togo.

Etat de terreur, les Togolais sont de plain-pied là-dedans. Les derniers développements de l'actualité nationale tant sur les plans politique que social prouvent, si besoin est encore, que le tournant décisif qu'amorcent les Togolais dans leur lutte effrénée contre la dictature héréditaire et ses béquilles, risque d'être difficile. Car, arrivé au pouvoir par des assassinats à grande échelle, Faure Gnassingbé est décidé à s'y accrocher ad vitam aeternam, au prix des mêmes sacrifices humains. En effet, tel un dictateur impénitent, Faure Gnassingbé semble décidé à semer le chaos dans son pays, et à pratiquer la stratégie de la terre brûlée, perpétuant ainsi la politique du « moi ou le chaos ». Et dans sa logique criminelle, il reçoit l'onction de sa « garde rapprochée », l'Armée togolaise qui a, depuis Mathusalem, prêté allégeance au clan Gnassingbé. Sa quasi-indifférence face aux multiples convulsions qui surviennent dans le pays fait de lui un Chef d'Etat qui vit à des années-lumière des préoccupations de son peuple.

C'est un secret de Polichinelle, entre le



Gal Atcha Titikpina, Chef d'Etat major général des FAT

pouvoir et son opposition, c'est le bal des fous. Ils ne sont d'accord sur rien. De la gestion de l'affaire des incendies à l'organisation du processus électoral en cours, les clivages sont fortement marqués. Le

pouvoir et ses ailes marchantes disent niet au dialogue jugé nécessaire par l'opposition pour évacuer une fois pour de bon, l'épineuse question du reliquat des réformes prescrites par l'Accord Politique Global (APG). Le dossier des incendies, l'opposition, surtout le CST y voit un moyen machiavélique trouvé par le pouvoir pour la décapiter. Entre Faure Gnassingbé et les travailleurs togolais, ce n'est pas non plus la lune de miel. La Synergie des Travailleurs du Togo, coordonnée par une jeune équipe très dynamique, n'est pas que le cauchemar des responsables des centrales syndicales qui, à force de se laisser mouiller les barbes par qui on sait, ont fini par se griller aux yeux de leur base. Elle est également le cauchemar de Faure Gnassingbé, tant elle lui tient la dragée haute.

Prix de l'inconséquence et de la rengaine de ce chef d'Etat aux antipodes de son peuple, déjà deux morts parmi les élèves à Dapaong, et le décès en détention d'un opposant politique, Etienne Yakanou. Le passage à tabac d'un enseignant à Niamtougou par la sécurité présidentielle à Niamtougou a également provoqué la colère de toute la population qui n'a pas hésité à prendre pour cible la Mairie et le Commissariat de Police de la ville. A Lomé, le procès des étudiants arrêtés dans le cadre de leurs manifestations a provoqué l'ire de leurs camarades qui ont commis sans ménagement, des actes de vandalisme. Toutes ces agitations que Kofi

Le pouvoir opte pour l'Etat de terreur, avec l'onction des militaires à l'instinct grégaire

Suite de la page 3

Yamgnane qualifie de situation quasi-insurrectionnelle, restent, au-delà de tout, l'expression par les populations étranglées dans leurs droits, d'un rejet du pouvoir dynastique qu'incarne Faure Gnassingbé.

Des militaires, des milices et la Justice pour « mater la rébellion » !

Depuis le début de ces contestations populaires du pouvoir en place, des militaires, souvent des bérêts rouges, déguisés en forces de l'ordre avec pour mission de mater les frondeurs, ont fait leur entrée fracassante sur la scène. Depuis le 15 septembre 2012, revendiquant Adewui comme leur chasse gardée, leur territoire, des miliciens, en parfaite intelligence avec les forces de l'ordre, avaient fait preuve d'une violence inouïe sur les militants du FRAC/CST. Jamais inquiétés, ils volent chaque fois au secours de la dictature rampante. Lors des trois derniers jours de manifestations du CST et de la Coalition Arc-en-ciel, ils se sont encore illustrés. Très négativement. Abass Kaboua, le patron du Mouvement des Républicains Centristes (MRC) a échappé à un enlèvement, a-t-on appris.

Selon des informations de plus en plus persistantes, Faure Gnassingbé aurait organisé dimanche, 26 mai à la Présidence de la République, deux réunions : la première avec tous les cadres UNIR et la seconde avec les séculocrates. Lors de cette dernière, Faure Gnassingbé a planché avec ceux-

ci sur la situation qui prévaut au pays. Ils l'auraient alors rassuré de leur détermination à maintenir la situation sous contrôle. Comment ? Certains évoquent déjà un scénario similaire à ce qui s'est passé le 25 janvier 1993, le drame de Fréau Jardin. La Justice est aussi mise à contribution pour régler des comptes aux adversaires politiques. Olivier Amah, convoqué au SRI du Capitaine Akakpo et entendu par le juge a été déposé hier, apprend-on de sources proches de ses avocats. Angèle Koukpaki et le DG de la radio Légende étaient également convoqués par le Capitaine Akakpo. En l'absence de Flavien Johnson, c'était donc le Rédacteur en Chef, Rodrigue Lawson qui a accompagné « Tata Angèle » à la Gendarmerie. Là, ils s'entendront dire qu'il s'agissait juste d'échanges informels. Une convocation sans motif, pour des échanges informels, qui plus est, au SRI ?

Bref, le pouvoir use de tous les moyens pour réduire au silence ses adversaires. Milices, Armée, Justice et forces dites de sécurité toutes manipulées..., le citoyen lambda n'est vraiment plus en sécurité. Et le pire est à redouter, dans la perspective des législatives annoncées début juillet. Pourtant, au moment où il arme ses milices et met ses fidèles serviteurs en état d'alerte, il continue également, paradoxe saisissant, de jouer au chantre de la réconciliation en créant le Haut Commissariat à la Réconciliation, cet autre machin.

Magnanus FREEMAN